



Alors que l'énigmatique fuite de l'ex-président tunisien Ben Ali suscite toujours moult interrogations, tant en Tunisie qu'à travers le monde, l'hebdomadaire tunisien «Réalités» lève le voile sur cette énigme.

Il revient minutieusement sur les dernières heures de l'ex-président de la Tunisie.

Le jeudi 13 janvier à 21h00, Zine El Abidine Ben Ali vient de prononcer son discours, il apparaît fatigué et las, il multiplie les engagements et les concessions dans une ultime tentative de calmer la colère de la rue tunisienne à qui il «vend» et promet la liberté? Le président encore en exercice est loin d'ignorer les appels à la manifestation lancés depuis belle lurette. Selon lui, le lendemain serait une journée test. Elle s'avérera décisive.

«Réalités» rappelle que les experts étaient catégoriques : les jours de Ben Ali à la tête de la Tunisie étaient comptés. La pression a fini par payer. Le vendredi 14 janvier débute une journée qui prendra le monde à revers et au cours de laquelle l'échelle «temps» n'a plus lieu d'être. Au matin, l'ex-président est alors loin, très loin, de penser que la rue tunisienne a sonné le glas de ses vingt-trois années de règne sans partage? Même s'il suivait minutieusement les événements, le président croyait toujours en sa belle étoile. Dans le palais présidentiel, Ben Ali est seul ou presque, puisque la veille ses deux plus proches conseillers Abdelwahab Abdallah et Abdelaziz Ben Dhia avaient été congédiés... Ils incarnaient en grande partie le régime sécuritaire tant décrié par la population. Autour de l'ex-président, le chef de sa garde rapprochée le général Seriaty et son épouse Leïla Ben Ali qui était rentrée de Dubaï depuis peu.

Dans le palais? les nouvelles qui tombent ne sont pas rassurantes pour le couple présidentiel, l'atmosphère se dégrade de plus en plus. Dans la rue, la mobilisation s'accroît et s'étend à tout le pays, grandes villes ou communes rurales. En quelques secondes, la manifestation de soutien au président organisée la veille par les cadres du RCD est balayée d'un revers de la main et jetée aux oubliettes. Les milliers de Tunisiens qui ont envahi la rue répétaient à tue-tête le même slogan et la même revendication : le départ de Ben Ali. Dans la capitale Tunis, la démonstration de force met un terme à tout espoir pour le «dictateur». Des dizaines de milliers (certains évoquent 100.000) de Tunisois bravent les forces de l'ordre afin de réclamer son départ, devant le ministère de l'Intérieur.

A 13h00 alors que la contestation est à son comble, intervient alors le général Rachid Ammar. Jusqu'alors le chef d'état-major de l'armée était l'homme de et dans l'ombre. Mais la situation se dégrade. Il en est alors de la sécurité de la nation. Il décide de «passer à l'action». Entre les deux hommes, les rapports sont tendus depuis le début des émeutes. Quelques jours auparavant, Ben Ali avait même décidé de le limoger. Le motif ? Le général Ammar avait refusé de tirer sur les manifestants conformément aux ordres du président. Rachid Ammar bénéficie du soutien indéfectible de ses soldats et le président ne pouvant rien contre lui le réintègrera à son poste, contraint et forcé. Car au moment où Ben Ali réitère l'ordre de tirer à son remplaçant, la réponse ne se fait pas attendre «ce qu'a dit le général Ammar est partagé par l'ensemble de

l'état-major».

A Carthage, le chef de l'état-major lui décrit une situation insurrectionnelle. Le peuple se dit prêt dans un ultime souffle à marcher vers le palais? Ben Ali doit quitter le pays? Le conseil «quasi-ordre» tombe, l'armée sera obligée de décréter le couvre-feu général. De fait dans les trois heures, à 17h00, elle procédera à la fermeture de l'espace aérien. Trois heures pendant lesquelles il peut encore assurer sa sécurité. Au-delà l'armée ne répond plus de rien.

Le convoi de l'angoisse

Assommé et sous le choc, Ben Ali se prépare à quitter Carthage. Il est accompagné de son épouse et de son fils Mohamed Aziz. Mais le général se veut rassurant. Son départ est provisoire? le temps que la situation se décante et s'apaise. Dans une ultime tentative, le couple présidentiel tente de négocier la fuite de certains membres de la famille. Il essuie un refus. Affolée, Leïla Trabelsi multiplie les coups de fil et prévient sa famille. Les Ben Ali ont emmené avec eux le strict nécessaire. Ils doivent plier bagage dans les plus brefs délais. Le convoi présidentiel sort de Carthage. Tout a été organisé dans la précipitation? Escorté par des militaires et des fidèles de sa garde, il se dirige vers l'aéroport de l'Aouina où un Boeing 727 les attend. Ben Ali quittera Tunis sans garde personnelle ni de médecin personnel.

L'ex-président embarque, à bord de l'appareil, son épouse, son fils, son équipage habituel et quelques domestiques. Dans l'avion règne un climat de peur et d'angoisse? les minutes passent, la famille en état de choc apprend le destin de l'entourage proche. Certains membres de la famille Trabelsi ont d'ores et déjà été livrés à la vindicte populaire. Il est 14h40 lorsque décolle le Boeing. La destination est alors inconnue.

La chasse aux Trabelsi

Les ordres de l'armée étaient clairs, seul le président, son épouse et son fils sont autorisés à quitter le pays. Assoiffée de justice, la Tunisie n'est plus une terre de sécurité pour l'entourage présidentiel. A 14h32, le vol Tunisair TU 750 s'apprête à décoller pour Lyon, lorsque le commandant de bord Mohamed Ben Kilani reçoit un ordre. Il est sommé d'attendre cinq passagers supplémentaires. Habités aux passe-droits accordés à l'entourage du président, le pilote comprend rapidement. Avertis par la «reine mère», les Trabelsi ont convergé à la hâte vers l'aéroport avec l'intention de fuir le pays. Avec l'assentiment tacite de l'équipage, il tente d'abord de refuser à «l'amiable». Pour cela, il invoque un détail technique? le changement de poids. Débute alors une violente dispute dans le cockpit. Le commandant est humilié et insulté. Mais il se montre intraitable. Il éloigne les passagers, sort de l'appareil avant de s'écrouler sur la passerelle.

La compagnie doit alors désigner en urgence un autre pilote. C'est en l'attendant que les cinq membres de la famille Trabelsi sont dénoncés. L'armée viendra les récupérer alors qu'ils patientaient dans la salle VIP de l'aéroport. Ils sont aussitôt placés en «sécurité» par les militaires. Le sort de la famille «régnante» vient d'être scellé en Tunisie.

De surprise en surprise

A bord de l'avion, Ben Ali stressé est toujours aux aguets. Il ne s'installera jamais confortablement. L'ex-président décolle de l'aéroport militaire de l'Aouina. Après une brève

Un journal tunisien lève le voile sur l'énigme: Tout sur la fuite de Ben Ali

Écrit par Djamel B : Synthèse.

Dimanche, 06 Février 2011 21:59

hésitation, il choisit de se diriger vers la France. Beaucoup de ses proches dont sa fille Nesrine s'y étaient déjà réfugiés depuis quelques jours. Surprise, alors qu'il survole l'espace aérien français l'Elysée l'informe qu'il n'est pas le bienvenu. Visiblement étonné, il se dirige vers les pays du Golfe. L'Arabie Saoudite l'invite aussitôt. Après une escale forcée dans l'aéroport italien de Cagliari en Italie, il sera reçu à Djeddah en qualité de chef d'Etat. Il est même accueilli avec les honneurs et séjourne dans le palais du roi Fahd. L'équipage de l'avion a reçu pour sa part l'ordre de rentrer en Tunisie après avoir acheminé l'ex-président. Par la suite, Ben Ali apprendra qu'il a été légalement destitué. Au téléphone, le Premier ministre tunisien lui signifie que le peuple ne veut définitivement plus de lui.

La dernière énigme

Pour la revue hebdomadaire «Réalités», une question demeure. Au moment où l'armée a mis le général Ben Ali dans l'avion savait-elle pertinemment qu'il ne reviendrait plus sur le territoire tunisien ? Est-ce réellement la sécurité nationale qui a dicté ce choix ? Selon d'autres sources concordantes, l'intervention du général Rachid Ammar aurait été dictée par une rumeur faisant état d'un complot fomenté par Leïla Ben Ali et le général Seriati. Un coup d'Etat «médical»? dans lequel Leïla constaterait l'incapacité de son mari pour prendre le pouvoir.

C'est même pour cette raison qu'elle serait revenue à la hâte à Tunis de ses vacances à Dubaï. Preuve en est, le scénario du complot Seriati-Trabelsi n'épargnait aucun détail. Les deux cents fidèles de la garde présidentielle de Ben Ali auraient été envoyés à la frontière algérienne, où ils seraient tombés dans une embuscade. Attaqués et tués sur place, leur mort aurait alors été attribuée à des milices.

[Le Quotidien d'Oran](#)